

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 155
Juin 2024

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Elections de juin 2024: l'imposture

Après le piteux débat entre les premiers de la classe de la macronie et du RN, il ne nous reste que l'abstention. A la suite de ce débat convenu, les partisans d'Attal concluront que ce dernier connaissait mieux ses dossiers et qu'il était plus à l'aise dans cet exercice de style. Les partisans de Bardella diront que leur poulain était au plus près des préoccupations des Français. Bref un léger avantage pour Attal qui a quand même fait le tour de force de légitimer le RN et de renvoyer la gauche dans les cordes. Résultat des courses, nous assistons à la nouvelle bipolarisation voulue par le pouvoir : la droite macroniste contre l'extrême-droite. Cette dernière changeant d'avis comme de chemise sur l'Europe.

Ainsi les commentateurs disent qu'Attal est plus compétent que Bardella. Certes, mais compétent pour quoi faire, ponctionner davantage les chômeurs, faire des économies sur le dos de l'écologie et des services publics, mettre le feu aux poudres en Nouvelle Calédonie? Bardella, au plus près des préoccupations du peuple? Vraiment? Alors quand Madame Le Pen côtoie le nouveau président argentin lors d'un meeting des droites extrêmes en Espagne à l'initiative de Vox, est-ce pour prendre exemple sur Javier Milei? Si c'est le cas nous avons de quoi être inquiets. Cet ultra-libéral porte atteinte avec sa politique antisociale aux droits et aux libertés des individus. Son discours ultraconservateur sur le plan sociétal s'attaque aux femmes ainsi qu'aux minorités sexuelles et ethniques constituées par des peuples autochtones. Ses diatribes ont été très efficaces parce qu'elles alimentent des paniques morales, de même il prend des mesures contre la protection de l'environnement. Il a également ordonné la disparition des ministères de l'Éducation, du Développement social et du Travail, devenus des secrétariats au sein d'un méga ministère du Capital humain... C'est la casse de tous les acquis sociaux en Argentine et une attaque en règle contre les plus démunis. Aux yeux de ce personnage autoritaire, la notion de droit et de justice sociale est resignifiée comme n'étant le privilège que d'une petite fraction de la société. « La justice sociale est injuste », ne cesse d'asséner Javier Milei. Finie l'idée même de solidarité. Au prisme de cette vision conservatrice, les pauvres sont de nouveau, comme les chômeurs

perçus comme des fainéants responsables de leur propre sort et qui, au lieu de travailler, auraient fait le choix de vivre aux crochets de l'État. C'est pour ce type de société que les travailleurs et les chômeurs français vont voter le 9 juin prochain et en 2027?

Et la gauche inaudible aujourd'hui? Les anarchistes se posaient déjà la question suivante en 1983, deux ans après l'élection de Mitterrand: « Où va la gauche? ». Et la réponse était déjà: « A droite, la seule direction qu'elle soit capable de prendre. »

Elue triomphalement le 10 mai 1981, moins par enthousiasme que par vomissement pour ceux qui l'avait précédée, les « socialistes » de l'époque ont réussi le tour de force de redorer le blason des sinistres pantins qui s'opposaient à elle. A l'époque, la gauche avait le choix; elle pouvait opter pour ceux et celles qui l'avait élue ou se prostituer à ceux qui la méprisaient. C'est à cette seconde option qu'elle a recouru. Elle pouvait tenter d'améliorer la situation sociale; elle s'est avachie devant le haut patronat. Elle pouvait rogner sur les budgets parasitaires et criminels; ce sont les seuls auxquels elle n'a pas touché, ce qui l'a conduite à intervenir au Tchad comme au Liban, s'octroyant le rôle de gendarme international. Elle pouvait remettre en question les lois subventionnant le clergé en faveur d'un enseignement religieux, dans un pays où l'Eglise est – paraît-il – séparée de l'Etat; elle n'a su que s'incliner devant les décrets d'un Guermeur et d'un Debré. Elle n'a trouvé au problème du chômage que la solution de création d'emplois inutiles et précaires. Et nous pourrions continuer ainsi sur ce que la gauche n'a pas fait contrairement à ses promesses de changer la vie.

Telles sont les causes du revirement de l'opinion publique à son égard. C'est ce que l'on appelle le girouettisme des électeurs qui votent comme ils jouent au tiercé ou au millionnaire.

La gauche alterna ainsi avec la droite et inversement jusqu'à l'arrivée de l'extrême-droite dans le jeu électoral, d'abord avec Jean-Marie Le Pen en 2002 puis avec sa fille qui truste les secondes places aux élections présiden-

tielles jusqu'à aujourd'hui.

Les anarchistes, contrairement aux politiciens qui essaient de se racheter une virginité à chaque nouvelle élection, n'ont pas la mémoire courte. Nous le disons haut et fort, voter pour le PS, c'est voter pour les mêmes qu'hier, ceux qui par leur politique ont favorisé la montée de l'extrême-droite.

Les électeurs, dans l'ensemble, obéissent beaucoup moins à une analyse qu'à des réactions dont se contentent volontiers les prétendants aux suffrages, réactionnaires de droite et d'extrême-droite ou de gauche. La fluctuation politique ne change aucunement les choix effectués par les élus. Leur choix se fait en faveur du militarisme, du patronat, de la haute finance et des religions.

Soyons justes, comment un gouvernement, de quelque étiquette qu'il se pare, ne serait-il pas avec les militaires contre la population, avec ceux qui vivent du travail d'autrui contre ceux qui produisent, avec ceux qui possèdent contre ceux qui n'ont rien, avec ceux qui endorment contre ceux qui appellent à la réflexion, à l'esprit critique...et à vouloir mettre en place une alternative, libertaire par exemple.

Qu'ils le veuillent ou non, les exploiters politiques sont

– et ne peuvent être – que les associés des exploiters économiques et des exploiters de la pensée. Nous n'avons rien à attendre des politiciens.

La trilogie Etat – capitalisme – religion est indissociable. Les politiciens sont des imposteurs. C'est pour cela que l'on ne vote pas, entre autres choses...

Patoche (GLJD)



Les élections sont obsolètes



L'échec de la spécialisation productive de la France, sur l'armement et le luxe, en déconnexion totale avec les besoins des gens, voilà ce que les politiciens des grandes formations n'osent aborder. Des débats télévisés, des tracts distribués sur les marchés, des affiches collées comme à chaque joute électorale...la panoplie des partis qui profitent de l'éternelle crédulité des « masses » (de moins en moins nombreuses d'ailleurs), ces masses qui se laissent méduser et attendent qu'on pense pour elle. Cette foule silencieuse qui se croit en démocratie parce qu'elle va déposer un bulletin dans l'urne ou appuyer sur un bouton des machines à voter.

Pourtant si faire de la politique consistait à débattre d'idées, cela n'occasionnerait pas ces dépenses somptueuses gaspillées pour faire du cirque électoral à grand spectacle. Chaque parti essaie d'attraper ses veaux de votants au lasso de sa com' et de sa publicité avec les mêmes procédés que les marchands de lessive. Et encore, la différence c'est que les marchands de lessive paient leurs publicitaires de leurs deniers tandis que les partis (quand de surcroît ils ont le pouvoir), font payer les contribuables. Alors pourquoi se gêner ? Dans son discours de la servitude volontaire, Etienne de La Boétie dit: « Mais à parler à bon escient, c'est un extrême malheur d'être sujet

à un maître, duquel on ne peut jamais assurer qu'il soit bon, puisqu'il est toujours en sa puissance d'être mauvais quand il voudra. ». Les siècles passent et certains propos sont d'une étonnante actualité surtout que nous nous dirigeons doucement mais sûrement vers une démocratie illibérale.

Mais c'est la dépolitisation des travailleurs qui autorise tacitement toutes les formes de racolage des politiciens. La politisation, c'est s'intéresser aux affaires publiques, pas de déléguer ses affaires à un médium. Aujourd'hui encore, un pourcentage non négligeable de personnes considèrent que voter à gauche ou Macron, c'est voter pour le moindre mal. Niaiseries que tout cela. Depuis 2002, on nous a fait le coup à maintes reprises. Ce sont les politiques menées par la gauche et Macron qui ont conduit aux scores actuels du R.N. Alors quand on voit Glucksmann se faire adouber par l'ancien premier ministre Jospin, celui qui indiquait que son programme n'était pas socialiste, on constate que les leçons du passé n'ont servi à pas grand-chose.

Le gouvernement Attal entend continuer à ponctionner les chômeurs comme si diminuer leurs indemnités allait leur donner du boulot. La CGT estime que des suppres-

sions de postes sont en cours ou annoncées dans 130 entreprises, mettant en péril entre 60 000 et 90 000 emplois directs et indirects. L'industrie va payer le plus lourd tribut. Alors, si les chômeurs touchent moins, ce sont plus de trois milliards d'économie escomptés par le gouvernement. Mais en quoi cela change-t-il le marché de l'emploi notamment pour les chômeurs de longue durée et pour les seniors dont les patrons ne veulent pas.

Armement et luxe, disions-nous en introduction. Alors la guerre semble être une option pour nos gouvernants. La France veut la guerre disent les Russes ! Pas les Français, qu'on se rassure ! La France, vocable mystérieux sous lequel on exploite le peuple est un monstre anonyme aux ordres de qui on abandonne servilement ce qui nous est cher, pour accomplir les plus odieuses besognes et perpétrer les plus abominables forfaits. En Nouvelle Calédonie aujourd'hui, par exemple. En 1945, c'était à Sétif... en attendant la « pacification » en Algérie de 1954 à 1962. Là encore, la guerre s'est déroulée et s'effectue toujours sous le couvert d'une démocratie. Un peu comme Israël à Gaza.

Dans ce même cadre démocratique, l'homme au nom de la rentabilité, du profit et de son espace vital fait fi de toute sagesse, de toute connaissance et participe tous azimuts aux déséquilibres des écosystèmes, au saccage de la planète et il existe toujours un politicien ou un lobby pour minimiser les faits.

Le plus dur, ce n'est pas de dénoncer les choses mais de changer les mentalités d'un monde programmé à s'auto-détruire.

Ne plus participer aux mascarades électorales est déjà un premier pas.

« Ce dont l'anarchisme a besoin, encore plus que d'une métathéorie c'est ce qu'on pourrait appeler une « micro-théorie » : une façon d'aborder les questions concrètes et immédiates qui émergent d'un projet de transformation. Les sciences sociales traditionnelles ne nous sont d'aucune aide ici parce qu'elles considèrent généralement ce genre de question comme relevant de la sphère des politiques d'Etat et aucun anarchiste qui se respecte ne veut avoir à faire à cela. » David Graeber

L'anarchisme est en plein essor avec ses principes traditionnels : entraide, association volontaire, autogestion... Les anarchistes veulent organiser la société sur des bases égalitaires et moins aliénantes. Pour cela, pas besoin d'élections, c'est toujours un piège à cons.

Goulago (GLJD)



Européennes de juin 2024: abstention active

Dans les cercles journalistiques, il est courant de citer comme précurseurs de l'Europe, Erasme, Victor Hugo, Briand etc. Mais à aucun moment nous n'entendons parler de Proudhon. Pourtant ce fut un partisan de l'Europe bien avant l'heure avec un programme d'avant-garde. Ce penseur entend assurer la liberté des individus et des entités collectives grâce à un contrat égalitaire qui les associe. Ce concept d'organisation s'oppose au centralisme, nationalisme et impérialisme.

Deux livres nous permettent de bien comprendre la pensée de Proudhon : De la capacité politique des classes ouvrières et Du principe fédératif.

Proudhon se prononce pour un fédéralisme intégral. A la base, ce dernier reposera sur l'autonomie des ateliers, aussi bien que des communes, les uns et les autres s'associant librement par des contrats réciproques et précis. En clair le fédéralisme abolira la double servitude qui pèse

sur le citoyen et sur le travailleur – celle du gouvernement et celle du patron – en ne leur donnant plus d'autre maître qu'eux-mêmes.

Bookchin a emprunté beaucoup d'éléments de la pensée de Proudhon en la réactualisant et en y ajoutant l'écologie. Pour le bisontin : « La commune est par essence, comme l'homme, comme la famille, comme toute individualité et toute collectivité intelligente, morale et libre, un être souverain. En cette qualité la commune a le droit de se gouverner elle-même, de s'administrer, de s'imposer des taxes, de disposer de ses propriétés et de ses revenus, de créer pour sa jeunesse des écoles, d'y installer des professeurs, de faire sa police... ». La commune vue par Proudhon, part de l'individu, organise la vie sociale. Celle-ci est un centre de réflexion, de décision et d'exécution. Mais Proudhon va au-delà du cercle communal puisqu'il indique que la commune même libre n'existera que par son dynamisme et ses rapports dans une entité

plus vaste, une confédération de régions autonomes.

Bien en avance sur son temps, Proudhon préconise la division de la France en douze régions indépendantes inspirées des anciennes provinces. Il dépasse de même le cadre de la France puisqu'il suppose un fédéralisme européen dans lequel les anciennes unités étatiques laisseraient la place aux confédérations. Il entrevoit le fédéralisme comme contrepoids aux nationalités et nationalismes.

Proudhon nous démontre que les mouvements nationalistes sont mis à profit par les nouvelles classes dirigeantes pour étouffer les revendications économiques et mieux conserver leur domination : « Ce que l'on appelle aujourd'hui rétablissement de la Pologne, de l'Italie, de la Hongrie, de l'Irlande, n'est autre chose, au fond, que la constitution unitaire de vastes territoires, sur le modèle des grandes puissances dont la centralisation pèse si lourdement sur les peuples ; c'est de l'imitation monarchique au profit de l'ambition démocratique ; ce n'est pas de la liberté, encore moins du progrès. Ceux qui parlent tant de rétablir ces unités nationales ont peu de goût pour les libertés individuelles. Le nationalisme est le prétexte dont ils se servent pour esquiver la révolution économique. »

Les mouvements nationalistes conduisent à constituer de nouveaux Etats plus centralisés et plus oppressifs que les précédents.

Face aux luttes entre partis et au sein de chacun d'entre eux, les libertaires font l'analyse que le scrutin dit universel isole les individus qui délèguent ainsi leurs pouvoirs à des mandataires n'ayant pas ou peu de comptes à rendre une fois élus. Proudhon affirme : « Il faut être aveugle pour ne pas voir que le peuple souverain, s'il doit gouverner par ses votes, devra discuter au moins autant que ses représentants ; que s'il discute, il commettra force sottises ; et s'il ne discute pas, il répondra à tort et à travers.

D'ailleurs, le vote universel est l'expression parcellaire des citoyens, une somme, non la pensée collective, la résultante synthétique des éléments populaires. Le scrutin ne donne qu'un écho mort. » Il pense de même qu'au lieu d'organiser le gouvernement, il faudrait organiser la société et de nouvelles relations dans lesquelles l'aliénation, le vol politique, serait irréalisable. Il renchérit : « Sous un régime de centralisation administrative (...) où tandis que la bourgeoisie par ses majorités reste maîtresse du gouvernement, toute vie locale est refoulée, toute agitation facilement comprimée, sous un tel régime, dis-je, la classe travailleuse, parquée dans ses ateliers, est naturellement vouée au salariat. La liberté existe, mais dans la sphère de la société bourgeoise, cosmopolite comme ses capitaux : quant à la multitude elle a donné sa démission, non seulement politique, mais économique. »

Donc pour les anarchistes de 2024, c'est toujours le fédéralisme contre l'étatisme et l'abstention continue à être la règle car l'égalité politique ne sert pas à grand-chose s'il n'y a pas d'égalité économique et sociale. La critique économique s'éclaire par la critique sociale, les propositions mutualistes s'éclairent par les théories fédéralistes. Qui dit socialisme dit fédération ou ne dit...rien (Proudhon).

En juin 2024, 37 listes seront en lice pour obtenir le maximum de suffrages car à la clef il y a des subventions et des postes de députés européens. Le thème du pouvoir d'achat semble la priorité des Français sondés. Etant donné les factures d'énergie qui arrivent ces jours-ci, cela ne nous étonne guère. Et en admettant que le RN obtienne 33% des suffrages exprimés (il est aujourd'hui crédité de 31%), il n'aurait finalement qu'un tiers d'à peine 50% de votants. Ce qui est loin d'une représentativité revendiquée. Et parmi les partis en concurrence, aucun ne réclame la révolution économique. C'est-à-dire qu'ils comptent n'apporter aucun changement aux travailleurs. L'abstention active des anarchistes reste donc d'actualité.

Micka (GLJD)





Pourquoi nous sommes pacifistes



Nous sommes pacifistes et antimilitaristes pour des motifs moraux et éthiques. Nous réprouvons les assassinats et la guerre engendre des meurtres de masse. Même accompli au nom de la patrie, un crime demeure un crime d'autant qu'en période de conflit nous assistons à des crimes en série. Partout, sur tous les champs de bataille du monde, l'odieux slogan patriotique et le non moins odieux prétexte religieux ont lancé les uns contre les autres, des millions de gens, essentiellement des travailleurs qui se sont entretués pour des raisons qui leur étaient bien souvent étrangères. Dans la guerre, ceux et celles que l'on extermine sont dans l'ensemble des innocents...innocents au moins des fautes de leurs chefs.

La guerre moderne est celle de l'information, du numérique et de la technologie : drones, missiles, satellites... et peut-être bientôt nucléaire. Elle est aveugle et frappe indistinctement civils et militaires ; c'est l'entreprise la plus inhumaine qui soit. La guerre, ce sont aussi les viols des vainqueurs ou ceux des vaincus qui se vengent en partant. C'est la torture grandeur nature.

En Ukraine, à Gaza etc. nous sommes entrés dans l'ère du meurtre sans discernement. La guerre est inhumaine, immorale et absurde : quelle connerie la guerre ! L'absurdité se mesure de même dans les destructions humaines et matérielles qui sont infiniment supérieures aux gains de la victoire. Et rien ne remplacera une vie, une individualité.

Parallèlement, dans notre état de paix d'aujourd'hui qui n'est peut-être qu'un entre-deux guerres, l'injustice sociale se développe et il ne peut en être autrement. Pendant toute la période préparatoire à la guerre, le budget militaire ne cesse de croître. La course aux armements militaires augmente sans cesse le volume des dépenses destinées à la pseudo-défense nationale, européenne ou de l'OTAN. Pour trouver l'argent nécessaire à cet accroissement continu, l'Etat use de deux moyens.

D'abord, il augmente les impôts, directs et indirects. Les seconds étant de loin les plus injustes car les contribuables aux ressources faibles ou moyennes supportent, proportionnellement, des impôts infiniment plus lourds que ceux des riches.

L'Etat pour gonfler encore son mortel budget, n'hésite pas à priver les postes vitaux, nécessaires au bien-être ou à l'existence des citoyens, d'une partie des sommes qui leur sont indispensables. Il n'est que de songer, pour se faire une idée de cette malfaisance, à la grande misère actuelle de notre enseignement, de nos hôpitaux, de nos laboratoires de recherches, de notre habitat parfois. Tous

ces enseignants de Seine-Saint Denis qui courent après des locaux salubres, des postes et des moyens pour leurs élèves ; tous ces personnels de santé qui sont usés ; tous ces mal-logés qui vivent dans des taudis sans compter ceux qui vivent à la rue et ces neuf millions de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté...que d'argent gaspillé pour les actionnaires et marchands de canon au détriment des plus démunis!

Le riche n'est pas atteint par les problèmes susmentionnés. Il dispose d'institutions privées pour y faire éduquer sa progéniture (coucou A.O.C.). Il peut se faire soigner dans la clinique privée de son choix. Le riche peut se reposer dans sa résidence secondaire en cas de pandémie et de confinement etc.

En temps de guerre, les différences sociales se creusent encore davantage. Les pauvres gens – de plus en plus nombreux – supportent seuls la misère croissante, issue du conflit. Les produits raréfiés sont accessibles au marché noir moyennant finance.

En clair, les classes privilégiées souffrent infiniment moins que les autres des affres de la guerre et de sa préparation.

Nous sommes aussi contre la guerre par amour de la liberté. L'état de guerre, c'est l'état de dictature. Interdiction du droit de réunion, du droit d'expression, des journaux libertaires et autres revues dissidentes, du droit de grève...Des lois d'exception frappent durement ceux et celles qui ne s'alignent pas sur les conceptions bellicistes des dirigeants.

Nous respectons trop la dignité humaine pour nous taire. En effet, en temps de guerre, l'homme n'est qu'un pion, un matricule, uniformisé. La devise du soldat : tuer ou être tué. Pourtant, il ne connaît absolument pas son adversaire. Les véritables mobiles de la tuerie sont cachés, et il est abreuvé de mensonges officiels. Les soldats sont victimes d'un lavage de cerveau en règle.

« Ceux qui ne veulent pas tuer doivent parler et ne dire qu'une seule chose mais la dire sans répit, comme un témoin, comme mille témoins qui n'auront de cesse que lorsque le meurtre à la face du monde sera répudié définitivement. » Albert Camus



Diffusons nos positions politiques anti-guerre

Depuis la chute de l'URSS et la fin de la Guerre froide, le monde se trouve actuellement dans une phase multipolaire. Le discours qu'ils nous ont vendu durant des années selon lequel, dans un monde globalisé, les tensions et les guerres internationales diminueraient, est un mensonge. Les conflits armés sont aujourd'hui une constante en Europe (hier la guerre dans l'ex-Yougoslavie, aujourd'hui en Ukraine) et dans le reste du monde dont Gaza, d'une sinistre actualité. En outre, de nombreux conflits continuent d'être une conséquence du colonialisme européen, et bien d'autres du « néocolonialisme » né des processus de décolonisation. Et la France n'est pas épargnée avec la Nouvelle Calédonie, le « caillou », ces jours-ci.

Le moteur de la guerre : l'industrie militaire

La guerre est désastreuse dans tous les sens du terme, pour la population, qui est contrainte de devenir de la chair à canon, pour la société dans son ensemble et pour l'écosystème. Mais jamais pour ceux qui vivent de l'industrie de la mort et en profitent.

Ces deux dernières années, nous avons vu comment l'industrie de l'armement s'est trouvée en plein essor, augmentant ses profits et s'élevant sur les marchés boursiers. Les principaux bénéficiaires sont les entreprises d'armement et leurs sous-traitants, les banques qui les financent et les investisseurs qui les promeuvent. Tout cela sous les recommandations de l'OTAN, qui oblige les États à investir 2 % de leur PIB dans les dépenses militaires. Idem pour la Russie qui entend atteindre 6,7% de son PIB pour ses dépenses guerrières. L'Inde et plein d'autres pays augmentent de même leurs dépenses d'armement. Peu importe la misère dans leurs pays respectifs.

Le discours de guerre des pouvoirs politiques

Les pouvoirs politiques nous préparent à travers des discours de guerre à justifier les changements économiques qui résulteront de l'augmentation des investissements dans l'industrie militaire. Cela nuira à « l'État-providence » par des coupes budgétaires et un démantèlement des services publics accru, ce qui est clairement contre-productif et nocif pour la classe ouvrière.

Déjà pendant la pandémie du « covid », il est devenu normal que des soldats apparaissent à la télévision et dans d'autres espaces publics avec une rhétorique belliqueuse et une exaltation nationaliste. En France, la sécurité pour les Jeux Olympiques nous montre des militaires qui paradent un peu partout, pour sécuriser le parcours de la flamme et nous les verrons en force à Paris pendant toute

la durée des « festivités ». De même, l'autoritarisme, les abus de pouvoir de la police et l'exercice du contrôle social ont été normalisés. L'État continue d'être légalement armé pour exercer la répression contre l'action politique des individus, notamment écologistes, et des groupes de travailleurs.

Aujourd'hui, de hauts responsables européens tels que Josep Borrell ou Ursula von der Leyen abordent dans leurs discours des questions telles que les exportations d'armes, l'économie de guerre ou la croissance des investissements militaires. Le gouvernement français, à travers son Premier ministre ou le ministre de la Défense, parle ouvertement d'« économie d'avant-guerre », d'envoi de troupes militaires ou de « défaitisme ». Des pays comme la Pologne ou la Turquie utilisent des arguments similaires alors qu'ils commencent à matérialiser le discours belliciste, supprimant le traité international européen qui limite les forces militaires en Europe.

Notre position politique en tant qu'anarchistes est d'être fondamentalement contre la guerre et la fragmentation de la société, due à la haine nationaliste, ethnique et identitaire exacerbée par des économies mondialisées. Dans un monde multipolaire dans lequel les intérêts géopolitiques et l'économie capitaliste tournent autour de la guerre, de la mort et de la destruction pour monopoliser les ressources et les marchés, il est plus que nécessaire pour nous autres anarchistes de diffuser nos positions politiques anti-guerre parmi la classe ouvrière d'Europe et dans le monde. Non seulement comme moyen de sensibilisation, mais pour que nous, travailleurs, puissions utiliser les moyens qui sont à notre portée : boycott, grève ou sabotage..., pour entraver autant que possible la machinerie guerrière vers laquelle nous poussent les pouvoirs politiques et économiques capitalistes.

Face à l'ordre militariste fondé sur la domination, l'exploitation, la peur et l'oppression, nous prônons la démilitarisation et la dissolution des armées. Nous travaillons sur des pratiques de solidarité et de soutien mutuel (entraide) entre tous les travailleurs et sur leur indépendance politique vis-à-vis de tous les partis et des institutions parlementaires.

Vive l'anarchie !





L'endettement, pilier du système



Le salarié de condition modeste est l'otage du crédit, cette forme moderne de l'usure.

Dans les pays du Tiers-Monde (dits émergents, en voie de développement...), quantité d'ouvriers non seulement travaillent mais vivent avec leur famille sur les terres d'un patron, y passant même souvent leur existence entière. C'est à leur employeur qu'ils paient le loyer de leur misérable logement, et toutes les marchandises dont ils ont besoin sont achetées dans des commerces lui appartenant. Ainsi le salaire versé revient finalement à sa source avec bénéfice. L'employeur, par le crédit, pousse ses ouvriers à s'endetter de telle sorte que, fréquemment, une vie entière de labeur suffit à peine à s'acquitter des dettes accumulées. Aussi le travailleur est-il la plupart du temps lié à son patron.

C'est le crédit de la pénurie, qui se nourrit de la pauvreté des salariés.

Autre chose est le système en usage dans les pays économiquement « avancés ». Le crédit s'y épanouit, par l'aisance (toute relative) des consommateurs. En créant sans cesse de nouveaux besoins, le système maintient le salarié-client en état de dépendance économique permanente. Pas moyen d'y échapper ! Quel jeune ouvrier pourrait payer comptant son mobilier, l'électroménager, la voiture, le smartphone, la TV grand écran etc. Sans compter l'éventuel achat d'une maison ou d'un appartement. L'endettement est devenu de nos jours une obligation pour bon nombre de jeunes couples (pour les moins jeunes idem), et cela même s'ils n'ont pas contracté la folie des grandeurs.

C'est que l'endettement du citoyen représente – entre autres avantages – une fameuse garantie de paix sociale. La crainte du licenciement, du chômage qui pourrait sérieusement perturber un équilibre budgétaire déjà assez précaire pousse les travailleurs à ne rien faire qui soit de nature à mécontenter le patron. D'où une réticence de

plus en plus prononcée à militer ou même à s'engager dans le mouvement syndical...entre autres raisons s'entend. Les revendications salariales sont au premier rang des revendications des travailleurs aujourd'hui.

Allez donc demander à un salarié partagé entre la crainte du chômage et le besoin de gagner toujours plus pour faire face à ses engagements de faire grève, de revendiquer contre les horaires de travail trop élevés et les heures supplémentaires et de s'opposer au travail de nuit, dominical ou au noir ! Combien ne doivent qu'à ces « extras » de pouvoir « tourner » ?

Près de 586 000 personnes en France ont été reconnues en situation de surendettement en 2023, selon l'enquête annuelle de la Banque de France, publiée en février 2024. Quand on analyse bien la situation, on constate que ce sont les plus précaires qui sont les plus touchés par le surendettement. Ce dernier continue de toucher davantage les femmes, les personnes seules, les familles monoparentales, les personnes en recherche d'emploi, les employés ou les ouvriers.

Le crédit est bien le moyen le plus astucieux imaginé par le capitalisme pour enrichir les plus riches et appauvrir les plus pauvres.

Dans la société capitaliste, où l'on ne raisonne qu'en termes de profit, l'individu n'est considéré qu'en tant que client potentiel.

Contre l'économie de profit, basée sur le crédit et la spéculation boursière, tous les « remèdes miracles » proposés dans le cadre du système établi ne seront jamais qu'emplâtre sur une jambe de bois. Seule l'autogestion distributive libertaire permettra de libérer les travailleurs de la société de consommation.

A.P et Ty Wi

Ecocratie d'Etat

Malgré la situation d'urgence climatique planétaire, le véritable objectif est que la consommation de gaz fossile se poursuive bien au-delà de 2030. Les gouvernements et les sociétés énergétiques mènent de vastes campagnes sur le gaz fossile en tant qu'énergie « propre » servant de carburant de « transition » entre le charbon, le pétrole et les énergies renouvelables industrielles centralisées. Mais la vérité est que les dommages environnementaux de ces énergies renouvelables sont égaux ou

supérieurs à ceux des énergies fossiles, pour lesquelles elles ne constituent pas une véritable alternative, comme nous l'expliquerons dans un autre article, puisqu'elles ne peuvent pas remplacer les 14 milliards de tonnes d'énergies fossiles.

Cette prétendue alternative est une fausse illusion des réformistes qui ont forgé il y a longtemps une écocratie, c'est-à-dire un environnementalisme d'État, car,

d'une part, elle ne répond pas à la question : comment les énergies renouvelables peuvent-elles remplacer les combustibles fossiles, en maintenant le standard actuel de vie et de croissance économique capitaliste ? D'un autre côté, ils nient l'action directe et fuient une véritable confrontation pour gérer la catastrophe capitaliste par des réformes, et non pour la réprimer. Cette écocratie a longtemps été un simple intermédiaire sur le marché de la dégradation, fixant dans sa collaboration avec l'État les limites de tolérance pour ce qui est néfaste. Ils agissent ainsi comme conseillers auprès des gouvernements et des entreprises pour déguiser en vert le développement économique destructeur.

Le déguisement vert cache que l'objectif des infrastructures de gaz fossile n'est pas le bien commun. Les bénéficiaires sont les entreprises qui ont le monopole du gaz et qui entendent créer une dépendance à l'égard du gaz chez les gens. Ce sont les mêmes sociétés de combustibles fossiles qui ont gagné énormément d'argent en provoquant le chaos climatique actuel. Un autre exemple de la façon dont les gouvernements nous mentent et dissimulent leur façon de promouvoir la crise climatique.

5.1 Le gaz fossile comme combustible « de transition »

L'idée de « carburant de transition » (vers un système énergétique basé sur des sources industrielles renouvelables centralisées, comme les « fermes » macro-éoliennes, les « jardins » solaires, etc.) est utilisée par ceux qui proposent de nouveaux projets d'extraction de gaz fossile et d'infrastructures. De nombreux pays du G20 – qui représentent 79 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) – favorisent une expansion mondiale rapide des gaz fossiles. Ils prévoient de recevoir des investissements de plus de 1,6 billion de dollars sur la période 2018-2030.

Ces projets visent depuis des décennies à accroître la production de gaz fossile, même s'il y a déjà trop de gaz. L'objectif des infrastructures gazières n'est donc pas le bien commun. Les bénéficiaires sont les entreprises qui détiennent le monopole du gaz et les grands fonds d'investissement qui cherchent à rendre les gens dépendants du gaz. Leur objectif est de consolider la présence des énergies fossiles dans le futur grâce au gaz, sans se soucier des effets catastrophiques du changement climatique sur la vie des hommes et des écosystèmes de la planète.

5.2 Le gaz fossile n'est pas une source d'énergie propre, sûre ou nécessaire

Les entreprises et les gouvernements nous trompent et ont tort lorsqu'ils affirment que la combustion du gaz fossile « génère environ la moitié du CO₂ produit par la combustion du charbon ». Ils ne parlent que de l'étape finale de la combustion. Mais ils cachent la question

essentielle la plus importante : son impact sur le climat, l'environnement, la société et la santé ne peut être véritablement mesuré que si l'on prend en compte l'ensemble du cycle de vie de la chaîne d'approvisionnement du gaz (extraction, transformation, distribution et consommation). Si l'on considère les émissions de gaz à effet de serre (GES) à toutes les étapes de leur cycle de vie, les gaz fossiles contribuent à accroître le réchauffement climatique de la planète.

Par conséquent, contrairement à ce que dit la stratégie de l'Union européenne, le gaz fossile n'est ni une source d'énergie propre sûre ni nécessaire. Une stratégie dont l'objectif est de favoriser les intérêts de l'industrie du gaz fossile et de justifier le recours à une offre abondante.

Remplacer l'énergie produite à partir du charbon par de l'énergie produite à partir de gaz fossile entraînerait des émissions de GES cinq fois supérieures à la moyenne des scénarios prédits par le GIEC pour maintenir la température globale de la planète en dessous de 2 °C. NE combat PAS le changement climatique et ses conséquences désastreuses, mais les favorise plutôt. Une raison de plus pour fermer dès maintenant les centrales électriques européennes au gaz et au charbon.

5.3 Les gouvernements financent la crise climatique et aggravent la pauvreté

Par conséquent, limiter le réchauffement climatique à 1,5°C nécessite l'élimination rapide de tous les combustibles fossiles, y compris le gaz.

Mais même la limiter à 1,5°C entraînerait (selon le rapport spécial du GIEC Réchauffement climatique de 1,5°C) des températures extrêmes dans de nombreuses régions, une insécurité alimentaire pour les populations touchées, une perte de revenus et de moyens de subsistance et une détérioration de la santé. Jusqu'à 500 millions de personnes connaîtront des pénuries d'eau et jusqu'à 4,5 milliards de personnes pourraient être touchées par des vagues de chaleur. Le changement climatique continuera d'aggraver la pauvreté et d'accroître les inégalités, entraînant également dans la pauvreté même les familles de la classe moyenne des pays développés.

Cependant, toutes ces souffrances n'ont pas d'importance pour les gouvernements ou les sociétés énergétiques. Au contraire, ils cherchent à renforcer les mesures qui en sont la cause. La stratégie de l'Union européenne, loin de rechercher la réduction des énergies fossiles comme le gaz, vise à « éliminer les obstacles au commerce du gaz naturel liquéfié sur les marchés mondiaux ».

Face aux ravages et aux morts imposés par la crise climatique, les faits nous montrent que les tentatives de négociation avec les responsables (gouvernements et entre-

prises) ou d'intermédiation de l'État, administrateur du désordre climatique actuel, n'ont aucune valeur. Nous devons mettre fin à la production et à l'utilisation de combustibles fossiles qui alimentent la société capitaliste. À notre tour, comme nous l'avons dit dans la quatrième partie, nous devons exiger que les entreprises de combustibles fossiles paient leur dette climatique pour les dommages causés et retourner la crise climatique contre le pouvoir capitaliste lui-même. « Faire en sorte que la crise climatique devienne une crise sociale et la resserrer jusqu'à briser la corde de l'exploitation et de l'oppression qui lie les différents secteurs sociaux, pour provoquer une fracture sociale irréparable qui conduit à un processus révolutionnaire. »

5.4 La fuite de méthane du gaz et son impact sur le climat

Le méthane (CH₄) est le principal composant du gaz fossile. C'est un gaz à effet de serre très puissant dont la capacité de réchauffement climatique en vingt ans est 86 fois supérieure à celle du CO₂, même s'il se dissipe plus rapidement. Elle est responsable de 30 % de l'augmentation de la température mondiale depuis la révolution industrielle. Les émissions de méthane se produisent lors des étapes de liquéfaction (le gaz est refroidi pour le convertir à l'état liquide), de transport et de regazéification qui font partie de la chaîne d'approvisionnement en gaz fossile. Le risque de fuite de méthane accompagne donc l'utilisation de gaz fossile et ne peut en aucun cas être réduit à zéro.

Ces fuites de méthane constituent une menace dangereuse pour le climat et pour les populations. Une raison de plus pour ne pas utiliser le gaz fossile comme source d'énergie ou comme « carburant de transition ». Cependant, de nombreux pays du G20 créent des infrastructures de gaz fossile, sur la base d'une propagande fautive et trompeuse selon laquelle le gaz fossile est un carburant de transition « propre ». L'Agence internationale de l'énergie prévoit une augmentation de 50 % de la demande de gaz d'ici 2040.

Dans une nouvelle démonstration de cynisme, les gouvernements participant à la COP26 à Glasgow en 2019 ont convenu de réduire les émissions de méthane provenant des activités humaines. Un faux engagement et un mensonge de plus de la part des gouvernements, puisque les émissions de méthane restent constamment élevées et ont augmenté au cours des années suivantes, en conséquence de l'augmentation de la production et de l'utilisation de combustibles fossiles. De plus, ces informations sur les émissions réelles de méthane sont incomplètes selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) elle-même, puisqu'une part importante des émissions provenant des opérations pétrolières et gazières n'est pas incluse dans les inventaires. Ainsi, avec des politiques perverses de soutien aux gaz fossiles, les gouvernements financent la

destruction du climat.

Les entreprises qui construisent des infrastructures de gaz fossile prévoient de les utiliser pour l'approvisionnement pendant plus de 40 ans

5.5 Le gaz fossile, principal carburant de la politique énergétique européenne

Pour décourager l'utilisation du charbon, l'UE a fait du gaz fossile le principal combustible de sa politique énergétique. Dans cette politique, le plan « Union de l'énergie et action climatique » promeut :

- Un plus grand développement de la production nationale de gaz
- La construction de centres d'exploitation de gaz naturel liquéfié (GNL)
- Expansion des gazoducs, du corridor nord-sud et du corridor gazier sud.

Il s'agit d'une politique qui vise à garantir que « l'ensemble de l'UE ait accès à diverses sources de gaz ». Cela montre clairement quelles sont les intentions de l'Union européenne et de ses gouvernements concernant l'utilisation du gaz fossile comme combustible. Sa stratégie est de continuer à promouvoir la construction de nouvelles infrastructures de gaz fossile (gazoducs et centrales électriques) pour prolonger son extraction et sa consommation pendant des décennies. Ces infrastructures sont construites pour durer au moins 40 ans.

Ainsi, malgré la situation d'urgence climatique planétaire, le véritable objectif de l'Union européenne est de poursuivre la consommation de gaz fossile bien au-delà de 2030. Un autre exemple de la manière dont les gouvernements mentent et dissimulent leur façon de promouvoir la crise climatique.

5.6 Guerre en Ukraine et gaz fossile américain dans l'Union européenne

La guerre par procuration en Ukraine a été initiée par la Russie, mais les États-Unis en sont les principaux responsables car ils ont joué un rôle crucial dans les événements qui ont conduit à la guerre : inclure l'Ukraine et la Géorgie dans l'expansion de l'OTAN, ignorant les avertissements contraires de Poutine depuis 2008, qui y voyaient une menace pour la sécurité de la Russie à sa propre frontière, comparable à une déclaration de guerre(1). Les avantages stratégiques et économiques (ainsi qu'économiques) de cette guerre par procuration avec la Russie (l'alliée de la Chine), sans pertes humaines américaines, expliquent pourquoi les États-Unis ne sont pas intéressés par la recherche d'une solution diplomatique. Mais ces avantages stratégiques dépendent de la nécessité pour la

Russie d'accepter un accord de paix viable et pourraient être annulés dès que les États-Unis cesseront de fournir une aide continue à l'Ukraine, pendant et après la guerre. Ce qui est possible à terme, car il existe une résistance politique de la part du Parti républicain et de ses partisans à la poursuite de l'aide économique et militaire américaine à l'Ukraine. Pour l'instant, à ce jour, les Républicains ont voté l'aide d'urgence à l'Ukraine : 61 milliards de dollars.

Pendant ce temps, ses alliés de l'Union européenne sont lésés, à la fois par leur soutien financier et militaire à l'Ukraine, qui devrait se poursuivre (entre 2024 et 2027, il s'agira de 50 milliards d'euros d'aide civile et de 20 milliards d'aide militaire), et en raison de l'augmentation des coûts de l'énergie fossile provoquée par les sanctions contre la Russie, provoquant une forte augmentation de l'inflation dans la plupart des pays européens. Qui en profite ?

Comme le pétrole, le gaz fossile est une ressource énergétique stratégique pour les grandes puissances et l'industrie des combustibles fossiles. L'approvisionnement en gaz est devenu une arme géopolitique. Avec la guerre en Ukraine, la pénurie de gaz russe qui en résulte s'avère coûteuse pour l'Europe et destructrice pour les marchés émergents. En 2019, les États-Unis sont devenus pour la première fois le premier exportateur mondial de pétrole. Un jour après l'invasion russe de l'Ukraine, l'industrie américaine des combustibles fossiles a demandé dans une lettre au président Biden d'augmenter immédiatement la production et les exportations de gaz vers l'Europe face à la crise énergétique prévisible. Quelques semaines plus tard, l'administration Biden a accepté les demandes de l'industrie fossile et a approuvé des fonds pour aider à construire des infrastructures gazières. La rhétorique hypocrite du gouvernement Biden et ses promesses de lutte contre le changement climatique ont changé en quelques jours. Les sociétés américaines de combustibles fossiles visent à construire plus de 2 900 milles de pipelines pour alimenter les installations d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) en Louisiane, au Texas et en Alaska, en vue de leur expédition vers l'Asie et l'Europe par des navires océaniques. Cette nouvelle augmentation des émissions de GES va accélérer le réchauffement climatique.

Les États-Unis, qui n'exportaient pas de GNL en 2015, sont devenus l'un des plus grands exportateurs mondiaux en 2021. Les prix du gaz étaient déjà en hausse avant la guerre en Ukraine. En mars 2022, alors que les prix du gaz en Europe atteignaient des niveaux records, les États-Unis ont exporté 7,6 millions de tonnes de GNL vers l'UE. Les importations de gaz ont assuré l'approvisionnement de l'Europe, mais ont également augmenté les coûts pour les ménages et les entreprises. Malgré leurs inquiétudes hypocrites sur le climat, les gouvernements européens n'ont pas tardé à accueillir les importations américaines de GNL, qui ont augmenté d'environ 140

% l'année dernière alors que les approvisionnements en provenance des gazoducs russes diminuaient. La sécurité énergétique en Europe et dans le monde repose désormais sur les exportations de gaz fossile des États-Unis. Le déplacement de l'Europe du gaz russe vers d'autres sources d'approvisionnement (États-Unis, Norvège,...) a radicalement changé et perturbe définitivement le commerce mondial du gaz et les marchés de l'énergie.

Depuis l'invasion russe du 24 février 2022, les entreprises américaines ont réussi à conclure au moins dix-neuf contrats pour fournir près de 24 millions de tonnes de GNL par an. L'Europe était la principale destination des exportations américaines de GNL et l'Espagne est le deuxième importateur de gaz fossile américain, dont 87 % sont extraits grâce à la technique destructrice de fracturation hydraulique ou fracking. Cette technique est interdite par la législation de certains pays car elle contamine l'eau, le sol et à cause de l'impact climatique qu'elle génère. Cependant, l'hypocrisie reflétée dans la loi sur le changement climatique et la transition énergétique de 2021 autorise l'importation de GNL américain.

5.7 Quelques conclusions sur la paralysie de la population et le rôle de la gauche dans la crise climatique

Si vous êtes arrivé jusqu'ici en lisant cet article et en lisant également les précédents (voir partie 1, partie 2, partie 3 et partie 4) sur la manière dont les gouvernements financent et promeuvent la crise climatique, vous aurez la preuve que la civilisation capitaliste est blessée dans son cœur. Que l'ordre social mourant dans lequel nous vivons et la guerre permanente dans laquelle il a été lancé n'ont d'autre justification à son arbitraire que sa détermination absurde à durer. Que cette fuite en avant vieille de plusieurs siècles ne produit qu'une série ininterrompue de destructions et de désastres.

Il y a – explicites ou implicites – les preuves et les raisons pour faire la révolution : la misère rampante, l'exploitation humaine, les cataclysmes de l'industrialisation, l'apocalypse écologique, le règne du mensonge, l'arrogance des puissants, le naufrage de la politique, etc. Mais la révolution, outre les raisons, a inévitablement besoin des organismes qui la réalisent.

Car ce qui est surprenant à ce stade, ce n'est pas l'arrogance de l'ordre social dominant, mais la faiblesse et la paralysie colossale de la masse humaine qui s'adapte à cet ordre des choses par le mensonge (certains appellent cela l'auto-illusion du « il n'y a rien à faire »), d'hypocrisie ou de cynisme, d'antidépresseurs dangereux, de brutalisation ou de se divertir devant les écrans pour tuer l'ennui. La schizophrénie libérale du Moi : plus je veux être moi, plus grand est le sentiment de vide, plus grande est l'atomisation et la ruine exprimées avec une maladresse plus ou moins déguisée. L'ennui est le grand fléau de la vie

dans le monde capitaliste et un business très lucratif à l'ère numérique. Le problème est vraiment grave puisqu'il tue la vie. Avec les loisirs, l'être humain vise à s'amuser, à se distraire, c'est-à-dire à s'échapper du monde dans lequel il vit. Mais cela n'est pas possible, il n'y a pas d'espace en dehors de la confrontation et de la guerre civile (explicite ou latente), car nous sommes inévitablement là-dedans, nous ne pouvons pas arrêter le monde et en sortir. Il faut donc prendre parti. L'absence de réaction et de réponse face à de graves problèmes sociaux est déjà une réponse. La pire de toutes les réponses. La passivité de ceux qui n'opposent pas la moindre résistance à leur annihilation par les agressions du capitalisme est une forme de complicité, sûrement la plus stupide de toutes les complicités possibles.

La crise climatique a accru les inégalités économiques mondiales et continuera de le faire si nous ne l'évitons pas au préalable. Mais la racine des inégalités entre les êtres humains n'est pas seulement un problème de statistiques économiques. Un problème qui – comme l'histoire du capitalisme l'a montré – ne se résout pas avec la croissance, le développement économique et une représentation parlementaire inutile et paralysante. Cette histoire nous montre aussi que les objectifs réformistes, au lieu de chercher à détruire le capitalisme et l'État, les ont renforcés. Une génération qui vit sans connaître le passé commet les mêmes erreurs que les générations précédentes. Manquant d'expérience et de connaissances historiques, elle succombe aux manœuvres grossières habituelles et est vaincue d'avance. L'un des défenseurs des réformes est l'environnementalisme d'État (qu'il s'agisse d'ONG ou de partis politiques), qui ne propose jamais de sortir du cadre de l'ordre établi. Il est le nouveau défenseur du capitalisme et de sa classe politique, dont la mission principale n'est pas de constituer une menace pour quoi que ce soit ni pour personne. Qu'il n'adopte pas une position belliqueuse envers la politique et les institutions (qu'il ignore ou dont il profite), ni contre le système capitaliste lui-même, pour lequel il cherche une porte de sortie.

En même temps, il y a le folklore protestant et amnésique des militants avec leur stérile « il faut faire quelque chose, quoi que ce soit », y compris ces cortèges funèbres appelés « manifestations ». Ou l'ennuyeux monologue marxiste-léniniste qui refait surface avec son militantisme chanceux au milieu du désarroi de la gauche mondiale. Cette gauche qui a émergé du mouvement ouvrier et, après l'avoir enterrée, est en train de muter en une nouvelle gauche (dont le soi-disant « anarchisme d'État » fait partie). Qu'il s'agisse de l'idéologie de la décroissance ou de l'idéologie citoyenne de l'altermondialisme, son objectif est le même : Gérer le désastre par des réformes capitalistes et étatiques, qui séparent l'économie du politique pour proposer des solutions dans le cadre institutionnel ou dans le cadre économique. Ils nient l'action directe et fuient une véritable confrontation pour gérer la catas-

trophe capitaliste, et non pour la réprimer.

Mais le capitalisme et le prétendu anticapitalisme de cette gauche décrivent la même perspective : gérer le désastre et l'absence d'horizon. C'est pourquoi leur dissolution ne suffit pas, la défaite définitive de la gauche est essentielle, favorisant leur désaffection sociale, puisqu'ils font partie du côté de la contre-révolution. Cette même gauche est toujours prête à neutraliser l'action directe en exigeant une médiation et en nous exhortant à attendre, ce qui nous prescrit d'écrire nos plaintes, de formuler nos revendications et de nous faire entendre des gouvernements et de leurs médiateurs. Cette gauche dont le programme contre-révolutionnaire consiste à maintenir en vigueur l'ensemble des illusions qui nous paralysent, qui fait partie de la modernisation de l'empire et est la soupape de fuite nécessaire pour que les gens acceptent le train insupportable du capitalisme. L'une de nos tâches est d'attaquer, de saboter et de ruiner cette gauche mondiale partout où elle réapparaît et se manifeste, tant en théorie que dans la pratique.

Personne ne peut prétendre ignorer ce qui précède, mais nous souviendrons-nous d'après-demain? Nous ne pouvons pas non plus ignorer que le sport principal de l'ère numérique consiste à (les journalistes) décrire et connaître continuellement, avec plus ou moins de complaisance, le désastre du monde capitaliste. Comme si ceux qui le dénoncent et le lisent se mettaient en dehors du conflit et s'exemptaient ainsi de la rébellion contre les causes du désastre. En fin de compte, il ne s'agit pas de vivre comme si nous ne vivions pas dans ce monde, mais de s'engager et de s'organiser pour participer à la lutte et détruire l'ordre social capitaliste.

La réalité est que, jusqu'à aujourd'hui, le capital est sorti victorieux de toutes les crises et luttes sociales. Ainsi, à ce stade, il faut souffrir d'une grande cécité mentale pour ignorer qu'il n'est PAS possible de réformer le capital et l'État, que la seule option est de les détruire, en promouvant la révolution comme objectif stratégique essentiel. Cela nécessite de s'organiser dès maintenant, de partager l'analyse de la situation et de développer une stratégie pour promouvoir la sécession même dans les secteurs les plus vitaux du système, ce qui nous permettra de promouvoir la guerre contre l'empire du Capital. Il nous faut augmenter notre capacité à nous auto-organiser de manière libertaire. C'est une condition nécessaire pour attiser le feu de la crise climatique et des autres crises qui lui sont associées, qui couvrent tous les aspects de la vie humaine, pour ouvrir une brèche face au désastre et à la décomposition du capitalisme, qui permette l'augmentation de notre force sociale et conduit à un processus révolutionnaire.

Victor V

Ecologie sociale

Qu'est-ce que l'écologie sociale ?

Murray Bookchin né en 1921 aux États Unis, s'engage très jeune dans la lutte de classes comme syndicaliste puis en faveur des droits civiques et le féminisme. Dès les années 1950, il va lutter et s'impliquer à développer un mouvement écologiste radical et pointer du doigt le capitalisme et sa logique contrainte de croître ou mourir. Au cours de ce long parcours, dans cette période charnière d'un capitalisme en crise et mutant, il va progressivement poser les bases de l'écologie sociale et sa proposition politique correspondante : le communalisme. Il meurt en 2006, après avoir influencé la pensée des kurdes qui lui rendront hommage dans leur tentative d'instaurer le Confédéralisme Démocratique au Rojava, inspiré du communalisme.

L'écologie sociale que nous a léguée Bookchin se présente sous deux aspects fondamentaux et complémentaires sans lesquels toute proposition politique resterait bancal. Car avant de vouloir agir, s'affronter, créer et bâtir, rien de tel que bien connaître le substrat dans lequel on évolue. A commencer par comprendre comment et à quel point les sociétés humaines ont pu dégénérer à un point suicidaire, celui de détruire le milieu naturel qui les a enfantées et après des millénaires d'interactions mutuellement favorables.

« Chercher querelle à un tel système (capitaliste) au sujet de ses valeurs, tenter de l'effaroucher avec les conséquences de la croissance, revient à lui reprocher ce qui constitue son métabolisme même. » Pour l'écologie sociale, le désastre écologique actuel s'alimente des rapports sociaux institués dans les sociétés étatiques modernes, rapport plongeant eux-mêmes leurs racines dans la dynamique historique de la domination de l'homme par l'homme, à commencer par le patriarcat. Ainsi : « aucun des problèmes écologiques auxquels nous nous affrontons ne pourra être résolu sans un changement social profond. » abolissant toute forme de hiérarchie de pouvoir.

Le second volet de l'écologie sociale, son naturalisme dialectique, nous permet de retrouver le fil de notre processus évolutif en tant que sociétés humaines basées sur l'entraide. La société est définie comme seconde nature puisque née de la nature première : notre milieu naturel. Ainsi « la nature est une condition préalable au développement de la société. »... « L'histoire humaine ne pourra jamais se débarrasser ou se dépendre de la nature. »

L'écologie sociale, loin de se retrancher dans une totalité négative et se gardant tout autant de proposer une totalité positive, permet toutefois de déclencher un processus

de rupture avec la fatalité ambiante. Ainsi en toute cohérence, le communalisme reste l'une des rares propositions en mesure de dépasser l'aporie de la pensée capitaliste dominante à court de possibles non seulement dans le discours des gouvernants, mais aussi dans celui de ses opposants. Au point que *There is no alternative* semble avoir colonisé la vie quotidienne et ce, jusque dans le langage.

S'inspirant des expériences révolutionnaires passées et présentes d'ici et d'ailleurs, le projet communaliste, se nourrissant de l'écologie sociale vise haut. Il s'agit de casser le cercle de l'impossible pour éviter l'impensable, soit à se défaire du capitalisme et des dominations. C'est en se tournant vers l'esprit de l'utopie que le communalisme peut, grâce au principe d'espérance, se concevoir comme démocratie radicale et par là-même, contrer efficacement l'entropie qui ne cesse de la mettre en péril. Renvoyant dos à dos les mythes du Grand Soir et du chacun sa part, ce projet révolutionnaire et écologiste aspire à reconfigurer ici et maintenant, dans la vie quotidienne, la société de bas en haut, par la démocratie directe, commune par commune, décentralisées, intégrées dans leurs habitats naturels, fédérées régionalement et confédérées mondialement. Selon Bookchin : « Cette radicalisation... est le seul moyen dont dispose le mouvement municipaliste libertaire pour développer un pouvoir parallèle dirigé contre l'État. [...] de le remplacer par une société communiste libertaire. » Soit un retour à la gestion humaine des affaires publiques et à la prise de décision collective partant des communes.

Mais comment rompre le cercle de l'aliénation, celui de la pensée neutralisée ? Celui de l'asphyxie qui nous maintient dans l'impossibilité d'établir un dialogue pour différer réellement. La prolifération des identités ne faisant que confirmer l'homogénéisation d'un monde qui pour leur donner une consistance de surface va les hiérarchiser pour mieux les mettre en concurrence. Alors, de quelle manière les contraintes et le formatage subis en ce type d'organisation sociétale jouent sur les mentalités et sur les comportements, en en déformant la nature première et cela jusqu'au cœur même des subjectivités.

Cette question n'est pas anodine et nous montre à quel point la tâche est immense pour commencer à nous ouvrir vers la création d'une intelligence collective, la seule en mesure de nous sortir de cette impasse tout en élaborant une stratégie conséquente pour un mouvement communaliste qui se devra de l'être tout autant.

A suivre



La hiérarchie, bouclier de la médiocrité



Le rôle de la hiérarchie est de transmettre l'autorité et d'exiger l'obéissance, par paliers, du plus haut niveau au plus bas. Elle implique une servilité absolue aux ordres des « supérieurs » et un mépris arrogant envers les « inférieurs ».

Etymologiquement, le mot « hiérarchie » recouvre les deux notions de « commander » et de « sacré ». Il s'agit donc principalement d'exiger autoritairement le respect de ce qui a été décrété sacré par le pouvoir et d'en assurer la protection. Tabou l'argent, taboue la propriété, tabous les chefs, taboue la sacrosainte autorité...

A l'origine de l'histoire humaine, aux époques où la force brutale était la seule façon de s'affirmer face à autrui, ce furent tout naturellement les plus frustes, les plus grossiers et les plus primitifs qui s'imposèrent aux autres.

Par la suite certains parvinrent à obtenir par la ruse ce qu'ils ne pouvaient conquérir par la force. Ainsi c'est tout à la fois sur la crainte et la superstition que s'établirent le pouvoir et la propriété.

Ceux qui édifièrent leur domination sur l'ignorance et le nivellement des masses n'ont jamais apprécié les têtes qui dépassent. De même, les maniaques de l'alignement des troupeaux humains ne goûtent guère les vagabondages hors des sentiers battus du conformisme qui sert de courroie de transmission à l'autorité.

La hiérarchie est le moyen par lequel les puissants se rendent inaccessibles en disposant entre eux et leurs exploités des couches de médiocrités superposées. Les différents degrés de cette hiérarchie se distinguent par toutes sortes de symboles : titres, médailles, galons, grades, qui procurent à leurs possesseurs, dans le système autoritaire qui est le nôtre, des avantages et des privilèges proportionnés à la « valeur » attribuée arbitrairement à ces hochets de la bêtise et de la vanité.

Pour l'individu mentalement adulte, qui ne se laisse pas abuser par les valeurs frelatées des élites factices, il est évident, que toutes ces distinctions et décorations ne confèrent pas une once de valeur supplémentaire à leurs bénéficiaires. Fût-il entortillé de galons comme une momie de bandelettes, un imbécile restera toujours un imbécile. Tout homme digne de ce nom répugne à arborer ces artifices ou à s'en prévaloir. C'est pourquoi ce sont la plupart du temps les moins dignes d'estime qui sont les plus titrés. C'était en tout cas l'opinion de Tolstoï lorsqu'il écrivait : « Ce ne sont pas les meilleurs mais les pires qui ont toujours été au pouvoir et qui y sont encore. » Ainsi la médiocrité fonde l'autorité...

Chefs d'ilotes

La hiérarchie, en privilégiant le pouvoir du chef, s'édifie sur la bêtise des masses grégaires. De tout temps la médiocrité des foules s'est avéré le meilleur tremplin des totalitarismes en même temps que le plus efficace rempart pour les tyrans et les despotes. La masse, par ses impulsions primaires, agressives, brutales, constitue le terreau nourricier idéal de l'autocratie.

Hier Hitler, Mussolini et Cie...aujourd'hui les fascistes new-look séduisent et recrutent encore la même clientèle que leurs mentors, la même escorte d'admirateurs et de courtisans : les médiocres.

L'originalité, l'individualisme social, le non-conformisme de certains intellectuels : philosophes ou poètes, suscitent généralement le mépris arrogant des médiocres. Il suffit pour s'en convaincre, de se référer aux invectives et aux railleries dont les abreuvait un certain Hitler dans son Mein Kampf : « ...pseudo-intellectuels, dilettantes bornés, esthètes des salons littéraires, demi-monde intellectuel de la pire espèce, savants dégénérés professant un lâche pacifisme », etc. Tel était un des thèmes de propagande favoris de celui qui affirmait que « ce qui fait la grandeur de l'Aryen, ce n'est pas la richesse de ses facultés intellectuelles » -on s'en serait douté ! - et que « c'est une question de gouvernement d'empêcher qu'un peuple soit poussé dans les bras de la folie intellectuelle ».

Entre autres inconvénients, le système hiérarchique a celui de favoriser à l'excès le parasitisme et l'arrivisme. Il attise les rivalités et accentue les injustices. Armée, Etat, Eglise, patronat, bureaucratie en témoignent à l'évidence.

Le mythe du chef (ou de la cheffe aujourd'hui), qui caractérise ces institutions, est l'un des principaux facteurs de soumission et d'abnégation du peuple. Le besoin d'un chef qui commande et dirige supprime en lui toute velléité d'émancipation, tout esprit d'initiative, toute volonté d'assumer ses responsabilités. Il pousse à l'obéissance aveugle et à la résignation. Allez donc parler de gestion directe à de tels ilotes !...La croyance en la nécessité des chefs est le constat de faillite des collectivités.

L'évolution humaine ne sera jamais l'œuvre de la masse ni des chefs qu'elle se donne ; elle résulte de la lutte patiente et incessante des intelligences individuelles contre les forces rétrogrades des esprits obtus. Toute l'histoire de l'humanité le confirme : les progrès réalisés par l'homme, de la Préhistoire à nos jours, n'ont jamais été que le fait de l'intelligence non conformiste d'individus éclairés, se frayant un chemin au travers de la bêtise opaque de la masse.

Tant que persisteront les structures hiérarchiques de notre société, peu importera qu'une religion, qu'une ethnie, qu'un parti, qu'un système économique ou politique l'emporte sur l'autre. Ce sont là conflits de suprématie qui jamais ne contribueront à une réelle évolution de l'humanité.

Au royaume du néant prétentieux dans lequel nous vivons se vérifie chaque jour un peu plus cette constatation de Lacaze-Duthiers : « La hiérarchie n'est qu'une subordination des intelligents aux imbéciles. »

A.P

« Celui qui commande se déprave, celui qui obéit se rapetisse. La morale qui naît de la hiérarchie sociale est forcément corrompue. » Elisée Reclus

Ces fascistes qui paradent à nouveau

Nous vous livrons un texte de l'Action française paru sous le titre : « les objecteurs de conscience » dans l'Almanach de l'Action française de 1934. Une fois n'est pas coutume de citer ce genre de torchon mais c'est toujours intéressant de connaître ses ennemis d'hier, de ceux qui ont fait des petits aujourd'hui.

« Alors qu'il ne semblait plus permis de douter à la guerre proche, que Hitler, devenu chef du gouvernement allemand, affirmait officiellement sa volonté de revanche, on a pu observer en France une propagande très active en faveur d'un pacifisme appliqué jusqu'au refus du service militaire. Devant la menace, il n'était plus permis aucune illusion à l'endroit du pacifisme international, ce mythe qui pouvait séduire autrefois certains esprits mal faits.

Et c'est justement alors que la propagande pacifiste a redoublé. Ce qui doit faire considérer cette œuvre comme inspirée, menée, soudoyée par l'ennemi préparant ainsi le terrain pour une invasion plus facile.

Le mouvement des objecteurs de conscience date de 1914. Il nous vient d'Angleterre où une femme Lilla Brockway avait fondé le No conscription fellowship.

Mais, en France, il avait été jusqu'à maintenant, à peu près nul, si l'on excepte (il y a trois ans), la grotesque protestation d'une poignée de normaliens pressés de faire parler d'eux.

Mais voici que cette année les agents de l'Allemagne ont redoublé d'activité. Romain Rolland multiplia ses protestations contre la guerre ; un professeur du lycée Condorcet, Félicien Challaye, mena la propagande avec une telle activité, que l'on dut le traduire devant un conseil de discipline qui ne prit d'ailleurs aucune sanction. Car ceux-là même qui ont pour mission de défendre l'indépendance de la nation ont plus d'une fois agi de telle sorte qu'ils ont semblé faire partie de cette conspiration contre la France.

C'est ainsi que les tribunaux condamnèrent certains objecteurs de conscience à des peines trop légères, tel cet instituteur de Lille, Camille Rambaud, qui ne se vit infligé que quatre mois de prison. C'est pourquoi ceux-ci poursuivent en toute quiétude. [...]

L'Université allait ouvrir la porte toute grande aux ennemis de la France en confiant au juif allemand Einstein, un des apôtres du pacifisme et de l'objection de conscience, une chaire en Sorbonne.

Mais c'est dans l'enseignement primaire que les plus grands scandales se déroulèrent. L'instituteur Freinet put durant plusieurs semaines avant d'être mis en congé, enseigner aux élèves du lycée Saint Paul de Vence, que c'était un devoir impérieux

que de refuser de prendre les armes en cas de guerre. [...] L. de GERIN-RICARD

Tout d'abord, l'auteur de cet article oublie sciemment l'anti-militarisme d'avant 1914 et les mobilisations ouvrières qui se déroulèrent contre la loi des trois ans. Les rédacteurs de l'Action française s'en prennent toujours à leurs traditionnels ennemis : les dreyfusards (Félicien Challaye), les Juifs (Einstein), les francs-maçons (Gérard Leretour), les enseignants alternatifs (Freinet) et les pacifistes, agents de l'Allemagne.

Ce qui est cocasse, c'est l'attitude de l'Action française durant la seconde guerre mondiale. Après la défaite de 1940, cette dernière se rallie à la Révolution nationale du maréchal Pétain. La pérennité de l'antisémitisme d'État durant l'Occupation et le soutien indéfectible au maréchal Pétain compromettent le mouvement durant la Seconde Guerre mondiale.

À la Libération, le 27 janvier 1945, la cour de justice de Lyon déclare Charles Maurras coupable de haute trahison et d'intelligence avec l'ennemi et le condamne à la réclusion criminelle à perpétuité et à la dégradation nationale et Maurice Pujo est condamné à cinq ans d'emprisonnement et à la dégradation nationale. Le mouvement royaliste sort déconsidéré du conflit. Le quotidien L'Action française cesse de paraître et l'utilisation de son titre est interdite... Si quelques membres de l'A.F furent résistants de nombreux autres, biberonnés à l'Action française, furent collaborationnistes et ouvertement pro-nazis, tels Robert Brasillach, Charles Lesca, Louis Darquier de Pellepoix, Joseph Darnand...

Les anarchistes se méfient toujours des forts en gueule en temps de paix qui accusent les pacifistes d'être vendus à l'étranger. Hier, les pacifistes étaient à la solde de l'Allemagne, aujourd'hui ils ne sont pas loin de faire le jeu de la Russie...

Pourtant, Freinet, incriminé par l'Action française, participa à la Résistance. D'autres comme l'anarchiste havrais Burgat participèrent à leur niveau à la Résistance. Les Espagnols de la Nueve, dont de nombreux anarchistes qui avaient combattu Franco (ami de l'A.F.) furent les premiers à entrer dans Paris en 1944...

Aujourd'hui, les descendants de Drumont et Maurras paradent dans les rues de Paris, Lyon etc. Nous savons d'où ils viennent et où ils vont. Leur nationalisme, leur antisémitisme... sont toujours présents. Ils y ajoutent leur haine des Arabes, de nouveaux boucs émissaires. Ils clivent la société pour mieux la fragmenter. Toujours violents, masculinistes, ils brandissent leurs étendards au pas militaire. Les voir défiler doit nous interpeler car nous savons ce que cela augure...

Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com